

Dépendances aux intrants agricoles : le cas des engrais phosphatés au Maroc et des pesticides en Inde

31 mai 2026



Deux émissions récentes de « Cultures Monde » éclairent les enjeux liés aux engrais et aux pesticides, des intrants sur lesquels repose l'essentiel de la production agricole mondiale aujourd'hui, mais de plus en plus contestés pour leurs effets sanitaires et environnementaux.

La première émission est consacrée aux [engrais importés du Maroc](#), pays qui détient, en incluant le Sahara occidental, une part majeure des réserves mondiales de phosphate. Elle rappelle que la France s'approvisionne depuis longtemps auprès de gisements exploités par l'Office chérifien des phosphates (OCP), naturellement plus chargés en cadmium que d'autres sources, notamment russes, lesquelles posent d'autres problèmes, d'ordre géopolitique. Le cadmium s'accumule dans les sols agricoles, puis dans la chaîne alimentaire, un phénomène récemment mis en avant par l'Anses (voir [un précédent billet](#)). L. Feltrin (université Ca' Foscari de Venise) retrace l'histoire longue de cette dépendance, héritée de la période coloniale, depuis la création de l'OCP en 1920 jusqu'à sa transformation en géant industriel, pilier de l'économie marocaine. La journaliste A. Poletti, auteure d'un [livre sur les engrais](#), souligne les coûts humains et environnementaux au Maroc, où la transformation du phosphate génère des déchets industriels et des pollutions massives. Sont également évoqués les nouveaux débouchés recherchés dans les pays africains, aux normes sanitaires moins élevées que celles de l'Union européenne.

La seconde émission porte sur [les pesticides en Inde](#), pays qui figure parmi les plus gros consommateurs mondiaux avec la Chine, les États-Unis et le Brésil. Un projet de réforme de la loi de 1968 sur les pesticides est actuellement en discussion. Comme l'explique le géographe F. Landy (université de Nanterre), ce texte vise à mieux encadrer leur fabrication et

leur circulation, ainsi qu'à limiter les fraudes sur leur composition. En revanche, il n'est pas question de réduire leur utilisation, encore encouragée par les pouvoirs publics pour maximiser les productions alimentaires, dans une optique de souveraineté. L'homologation des produits, la mise à disposition d'équipements de protection individuelle et le recyclage des bidons sont présentés comme une solution aux fuites dans l'environnement et aux empoisonnements, fréquents dans le cadre du travail agricole.

D. Thivet (sociologue, université de Bordeaux) souligne cependant la diversité des situations à l'échelle du pays, et à l'intérieur de chaque État. Ceux où l'on produit le coton, comme le Penjab, demeurent grands utilisateurs de produits phytosanitaires, mais [des alternatives s'y développent](#). Des États comme le Sikkim, « en retard » sur la révolution verte des années 1960, promeuvent l'agriculture biologique (voir [un précédent billet](#)). L'Andra Pradesh s'est fait le champion d'une « agriculture naturelle » (voir [un autre billet](#)). Mais la diffusion nationale de ces nouvelles façons de produire est limitée par les coûts de certification biologique, la faiblesse du pouvoir d'achat et l'absence de filières de valorisation. L'émission rappelle aussi, à travers le cas d'intoxications avec l'insecticide Polo, au Maharashtra en 2017, que des molécules interdites en Europe continuent d'être exportées en Inde, avec des conséquences sanitaires parfois dramatiques.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : [Cultures Monde](#)